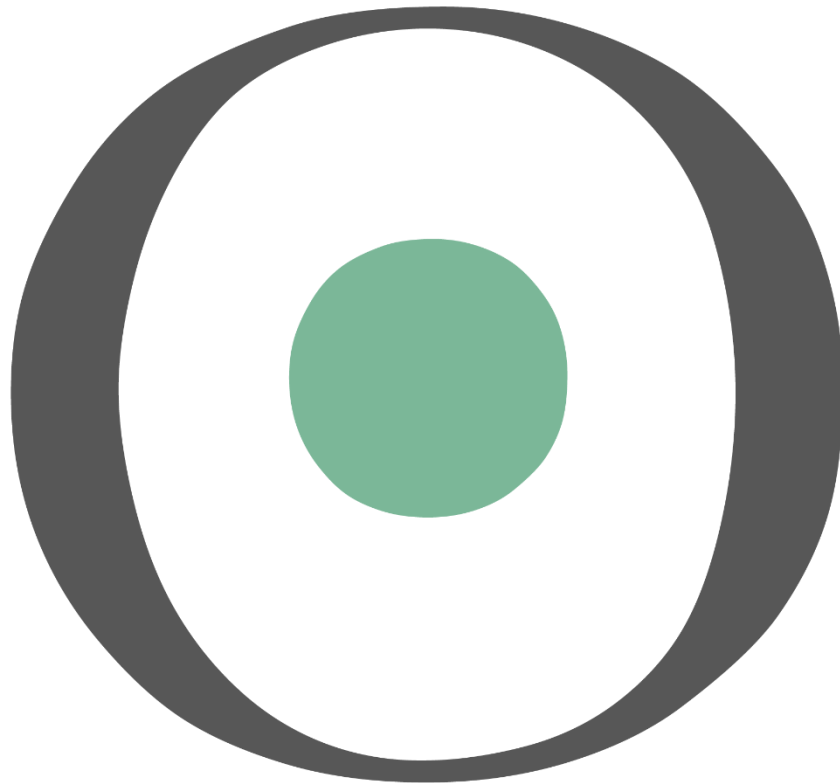


Ombudsman

Contrôle Externe des Lieux Privatifs de Liberté



Rapport de visite

La problématique des stupéfiants en milieu carcéral

Commentaires et réactions

Publié en décembre 2020

Table des matières

Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région	1
Prise de position de la Police grand-ducale	3
Parquet général	5
Ministère de la Justice	11
Centre Hospitalier de Luxembourg	28
Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique	31
Ministère de la Santé	33
Administration des douanes et accises	35
Références	36

Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

En date du 12 mars 2020, le CELPL a obtenu la prise de position de la part de la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (Mfamigr).

Prise de position Mfamigr:

« Il découle du rapport que le Contrôleur externe critique « notamment que les conditions pour pouvoir prétendre au REVIS prévoient une résidence légale au Luxembourg. Or de nombreux ex-détenus ont exprimé leur souhait de pouvoir s'installer au-delà de la frontière pour des raisons économiques».

En effet, l'article 2, paragraphe 1^{er}, lettre a) de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale (ci-après « la loi ») dispose que « Peut prétendre au Revis, toute personne qui remplit les conditions suivantes :

a) bénéficier d'un droit au séjour, être inscrite au registre principal du registre national des personnes physiques et résider effectivement au lieu où est établi sa résidence habituelle ; (...)

Cette condition de résidence s'applique à tout requérant d'une prestation du Revis, indépendamment d'un passé en milieu carcéral.

En vertu de l'article 3, paragraphe 1^{er} lettre j) de la loi « Ne peut prétendre au Revis, la personne qui : (...)

j) fait l'objet d'une mesure de détention préventive ou d'une peine privative de liberté, sauf pendant la période où elle est soumise au régime de la semi-liberté ou qu'elle bénéficie d'une suspension de l'exécution de la peine, d'une libération conditionnelle ou d'un placement sous surveillance électronique tel que prévu aux articles 107, alinéa 3, et 688 et suivants du Code de procédure pénale ; (...) ».

Le législateur a prévu par conséquent une exception à la règle suivant laquelle les prisonniers sont exclus du Revis et ceci afin d'améliorer les chances de réinsertion sociale des futurs ex-détenus. En effet, les condamnés bénéficiant d'une de ces quatre mesures d'aménagement de la peine, bien qu'en étant juridiquement toujours sous écrou, se trouvent physiquement extra muros et sont en cours de réinsertion sociale de sorte qu'ils doivent faire face aux mêmes dépenses que chaque autre citoyen. ».

Commentaire CELPL:

Les dispositions apportées par le législateur au regard des détenus bénéficiant d'un de ces aménagements de la peine:

- Semi-liberté ;
- Suspension de l'exécution de la peine ;
- Libération conditionnelle ;
- Placement sous surveillance électronique

constituent une approche louable qui aide sans aucun doute une partie des détenus. Néanmoins, elle exclut toutes les personnes qui ont subi leur peine en intégralité.

Le CELPL n'ignore pas que les conditions actuelles pour pouvoir profiter du REVIS prévoient une résidence sur le territoire national. S'il a proposé de réfléchir à la modification de cette clause, il s'agit d'une recommandation générale, qui repose sur des considérations allant au-delà du contexte carcéral ou post-carcéral.

Prise de position Mfamigr:

« L'article 4, paragraphe 3 de la loi, en ce qui concerne la détermination de la communauté domestique, prend également en compte cette réalité. Le texte en question permet aux personnes qui se logent avec leur famille ou dans un ménage de bénéficier du Revis alors qu'il dispose que « Le Fonds peut considérer, pour des raisons tenant à la situation familiale, professionnelle ou de santé dûment documentées et appuyant la demande en obtention du Revis, une personne majeure, hébergée à titre gratuit, dans une communauté domestique où le Revis n'est pas dû ou n'est pas demandé et pour laquelle la personne crée des charges pour la communauté, et si elle sort d'un centre pénitentiaire, d'un établissement hospitalier, d'un traitement dûment autorisé par le Contrôle médical de la sécurité sociale dans un établissement de santé stationnaire à l'étranger, d'une structure d'hébergement réservée au logement provisoire d'étrangers gérée par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration ou les organismes et instances partenaires ou d'une structure d'hébergement tombant sous le champ d'application de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, comme formant seule une communauté domestique pendant une durée maximale de douze mois. ».

De plus, pour les personnes sans-abris ou éprouvant l'exclusion par le logement, la loi facilite l'accès au Revis avec l'introduction de l'adresse de référence. Il en résulte que les personnes qui n'ont pas de résidence au Luxembourg ou à l'étranger qu'elles pourraient occuper de façon habituelle, peuvent être inscrites à une adresse de référence sur le registre principal sous condition qu'elles sont présumées présentes sur le territoire communal pendant une durée dépassant six mois sur une période de référence de douze mois. Une domiciliation par recours à l'adresse de référence, associée à une résidence effective au Luxembourg, peut suffire pour remplir la condition de résidence prévue par la loi. A cet égard, le Fonds national de solidarité a prévu 3 situations dans lesquelles il accepte l'inscription à une adresse de référence, ceci sous condition que la personne, soit habite à un lieu où elle ne peut pas se domicilier, soit poursuit un traitement thérapeutique au pays ou même à l'étranger, soit est à la recherche d'un logement et est suivie dans cette démarche par un organisme œuvrant dans le domaine social. Dans ce dernier cas de figure, la personne touche uniquement la prestation pour une période de 3 mois lui permettant de trouver un logement.

Je tiens à vous informer qu'actuellement aucune révision de la législation n'est prévue en la matière.

Je suis cependant conscient qu'une incarcération puisse engendrer de grandes difficultés pour les personnes concernées, une fois élargies, à retrouver un logement. Ainsi, un groupe de travail constitué de représentants du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et du Ministère de la Justice a été chargé d'examiner les possibilités pouvant permettre aux anciens détenus de recevoir le support nécessaire pour se reloger et pour se reconnecter avec le système social. La transition entre la prison et la vie en société est au cœur de cette démarche. »

Commentaire CELPL:

Le CELPL remercie la Mfamigr pour ces développements.

Les maisons de transition constituent un concept très intéressant. Il n'en reste pas moins que le projet semble mis en pause depuis un certain temps. Le CELPL apprécie toutefois la volonté politique de trouver des solutions à cette problématique qui occupe une place centrale dans le risque de récidive. Il est dès lors primordial de renforcer les efforts entrepris dans la matière.

Prise de position de la Police grand-ducale

En date du 19 mars 2020, le CELPL a reçu la prise de position de la part de la Police grand-ducale.

Prise de position de la Police grand-ducale:

« Recommandation Nr 8 : Rappeler aux agents le principe de la fouille en deux temps. Les membres de la PGD procèdent uniquement à une fouille d'une personne incarcérée au moment de la prise en charge de celle-ci dans le cadre d'une mission d'extraction (p.ex. visite médicale, audience devant une des chambres de conseil, etc.). Lors de la fouille, le personnel en charge des missions d'extraction a la consigne que le dévêtement ne se fasse pas de manière intégrale, c.-à-d. le détenu ne se déshabille pas complètement. Concrètement, le détenu n'est pas censé enlever ses sous-vêtements (slip, chaussettes, etc.). Vu que les parties intimes du corps du détenu restent à l'abri des regards des membres de la PGD, il ne s'agit pas d'un dévêtement intégral et donc la fouille en deux temps n'est pas de mise.

A noter que dans le sillage du projet de loi N^o7259, les prescriptions de service en matière de fouilles vont être entièrement retravaillées. »

Commentaire du CELPL :

Le CELPL n'est pas d'avis que le fait de ne procéder à un dévêtement intégral dispense les agents de la Police de l'application du principe de la fouille en deux temps, même s'il s'agit d'un élément favorable au respect de l'intimité de la personne fouillée.

En outre, le CELPL souhaite soulever que ces affirmations ne confirment pas les dires des détenus rencontrés qui ont décrit être obligés de se dévêtir complètement.

Le CELPL maintient dès lors sa recommandation.

Prise de position de la Police grand-ducale:

« Recommandation Nr 24 : Se concerter avec les responsables de la Police grand-ducale et l'administration des douanes et accises pour déterminer si l'évidence d'un contrôle imminent (abolement des chiens) peut être cachée, notamment par une organisation différente des contrôles.

Une concertation entre les responsables de l'administration pénitentiaire, l'administration des douanes et accises et la Police grand-ducale a eu lieu en décembre 2019. Dans le sillage de la décision de doter l'administration pénitentiaire de chiens de dépistage, la PGD a souligné sa volonté d'apporter son appui en la matière. Cet appui se matérialise par :

- Un appui de conseil dans la sélection des maîtres-chiens et des chiens;
- La mise à disposition de toute la documentation afférente;
- La participation d'un futur maître-chien à la formation interne du groupe canin de la PGD.

Ainsi, dès que les chiens de dépistage de l'administration pénitentiaire sont opérationnels, l'évidence d'un contrôle imminent ne sera plus donnée.

Une copie de l'échange de courriers relatifs aux chiens de dépistage entre la PGD et l'administration pénitentiaire est jointe à la présente. ».

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie la Police grand-ducale pour cette prise de position et l'appui précieux assuré à l'administration pénitentiaire.

Comme la création d'un groupe canin au sein du centre pénitentiaire nécessitera encore du temps (mise à disposition du budget, sélection des maîtres-chiens, acquisition des chiens, formations), le CELPL maintient sa recommandation pour les contrôles réalisés dans cette phase de transition.

Parquet général

En date du 26 mars 2020, le CELPL a reçu la prise de position du Parquet Général.

Prise de position du Parquet Général :

« Dans son rapport provisoire de janvier 2020 concernant la problématique des stupéfiants en milieu carcéral, l'Ombudsman émet un certain nombre de recommandations dont deux s'adressent au Parquet général.

Il s'agit de la recommandation n° 1 qui s'adresse tant au Parquet général qu'au Ministère de la Justice et à la Chambre des Députés et de la recommandation n° 23 qui s'adresse uniquement au Parquet général.

Les soussignés prendront position par rapport à ces recommandations et quant aux recommandations n° 2 et 22 qui concernent du moins indirectement le Parquet général.

Recommandation 1 : « Suivre autant que possible les normes internationales invitant les cours et tribunaux à recourir à ces alternatives (à l'emprisonnement) pour prendre en charge les personnes souffrant de toxicomanie. ».

-L'Ombudsman après avoir énuméré sous le point 3.1. « Alternatives à l'emprisonnement conformément à la législation en vigueur » les principales alternatives à l'emprisonnement telles que sursis simple, suspension du prononcé, sursis probatoire, suspension probatoire du prononcé et autres, invite « les cours et tribunaux à recourir à ces alternatives pour prendre en charge les personnes souffrant de toxicomanie. ».¹

L'Ombudsman « invite les autorités judiciaires, mais aussi les responsables politiques à développer une approche différente en la matière, faisant des incarcérations des personnes souffrant de dépendances et ayant commis des infractions en lien avec cette dépendance, l'exception.²

Les soussignés donnent à considérer que les juridictions appliquent régulièrement ces alternatives à l'emprisonnement. Il appartient aux juridictions du fond d'analyser individuellement les dossiers qui leur sont soumis et de décider au cas par cas si elles condamnent les prévenus à une peine d'emprisonnement ferme ou non. Les juridictions du fond décident souverainement quelle est la peine la mieux adaptée aux infractions commises par une personne et le Parquet général n'a pas à donner des recommandations ou des conseils aux juridictions du fond.

Commentaire du CELPL :

Les chiffres officiels utilisés par le CELPL pour l'analyse du recours à des mesures alternatives en matière de toxicomanie montrent que la condamnation à des peines de prison sont premièrement plus importantes que celles à une mesure alternative et dessinent deuxièmement une tendance à un écart croissant entre les deux types de condamnation, en faveur des peines de prison. Ces statistiques ont amené le CELPL à se prononcer en faveur d'une sensibilisation en la matière.

Le CELPL ne met par ailleurs pas en question la souveraineté des juges du fond quant à la détermination de la peine et n'invite à aucun moment le parquet général à donner des recommandations aux juridictions de fond. Le CELPL reconnaît qu'il aurait pu adresser cette recommandation également à l'intention des juges de fond. Une approche favorable du parquet en matière de mesures alternatives dans le domaine de la toxicomanie pourrait malgré tout avoir une influence sur les peines ou mesures prononcées.

¹ Voir n° 3.1.(1) p. 25 alinéa 3

² Voir n° 3.1.(1) p. 25 alinéa 4

Prise de position du Parquet général :

« -Selon l'Ombudsman, « Si le délit ne comporte pas de peine supérieure à 6 mois, la personne peut être condamnée à la prestation de travail d'intérêt général (TIG) non rémunéré (art. 674 CPP). Au vu des peines applicables en la matière, cette alternative reste réservée aux personnes ayant consommé des stupéfiants, et non à ceux qui ont commis les faits liés au trafic de stupéfiants »³.

Les termes utilisés « Au vu des peines applicables en la matière » prêtent à confusion et font faussement allusion aux peines légalement prévues. La conséquence que l'Ombudsman tire de ces termes utilisés, à savoir que « cette alternative reste réservée aux personnes ayant consommé des stupéfiants, et non à ceux qui ont commis les faits liés au trafic de stupéfiants » est erronée.

L'article 22 du Code pénal prévoit « Si de l'appréciation du tribunal⁴⁵ le délit ne comporte pas une peine privative de liberté supérieure à 6 mois, il peut prescrire, à titre de peine principale, que le condamné accomplira, au profit d'une collectivité publique ou d'un établissement public ou d'une association ou d'une institution hospitalière ou philanthropique, un travail d'intérêt général non rémunéré et d'une durée qui ne peut être inférieure à quarante heures ni supérieure à deux cent quarante heures».

Il résulte de l'article 22 du Code pénal que ce n'est pas la peine légale qui compte mais la peine que la juridiction estime appropriée pour les infractions commises.

Selon l'article 78 du Code pénal : « S'il existe des circonstances atténuantes, la peine d'emprisonnement peut ne pas être prononcée et l'amende peut être réduite au-dessous de 251 €, sans qu'elle ne puisse être inférieure à 25 € ».

Toutes les infractions prévues à la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, telles que notamment la vente, la mise en circulation, l'importation de stupéfiants sont punies de peines correctionnelles, notamment l'emprisonnement et/ou l'amende.

En retenant des circonstances atténuantes, une juridiction peut donc, conformément à l'article 78 du Code pénal, pour toutes les infractions prévues à la loi modifiée du 19 février 1973, venir à la conclusion que « le délit ne comporte pas une peine privative de liberté supérieure à 6 mois » et prononcer des travaux d'intérêt général.

L'affirmation de l'Ombudsman selon laquelle « Au vu des peines applicables en la matière, cette alternative reste réservée aux personnes ayant consommé des stupéfiants, et non à ceux qui ont commis les faits liés au trafic de stupéfiants » est donc erronée.

Cette alternative est applicable à toutes les personnes ayant commis des délits, mais il appartient à la juridiction du fond de fixer la peine que le délit comporte et donc de décider d'accorder ou de ne pas accorder la faveur des travaux d'intérêt général.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL reconnaît que sa conclusion a été hâtive sur ce point et qu'il n'avait pas pris en compte les circonstances atténuantes.

Le CELPL remercie le Parquet général de l'avoir rendu attentif à cette erreur et adaptera la partie concernée dans le rapport définitif

³ Voir n ° 3.1.(1) p. 24

⁴ Souligné par les soussignés

⁵ L'emprisonnement est une peine correctionnelle en vertu de l'article 14 du Code pénal

Recommandation 2 : « Prévoir une motivation spéciale pour les délinquants toxicomanes, pour lesquels la commission des infractions a été en lien direct avec leur consommation et/ou dépendance. ».

L'Ombudsman « apprécie dans ce contexte que la réforme pénitentiaire a abouti à la création d'un nouvel article 195-1 du Code de procédure pénale soumettant toute condamnation primaire à une peine d'emprisonnement ou de réclusion à une obligation de motivation spéciale »⁶.

L'ombudsman de continuer : « Il serait opportun de prévoir le même principe pour les délinquants toxicomanes, pour lesquels la commission des infractions a été en lien direct avec leur consommation et/ou dépendance. Toute condamnation à une peine d'emprisonnement ou d'incarcération, à l'exclusion de mesures alternatives combinées à une injonction thérapeutique, devrait être spécialement motivée »^{7,8}.

Les soussignés ont du mal à cerner le sens de cette recommandation dont le but semblerait être de faire appliquer l'article 195-1 du Code de procédure pénale également pour les délinquants toxicomanes primaires.

L'article 195-1 du Code de procédure pénale dispose : « En matière correctionnelle et criminelle, la juridiction ne peut prononcer une peine d'emprisonnement ou de réclusion sans sursis qu'après avoir spécialement motivé le choix de cette mesure. Toutefois, il n'y a pas lieu à motivation spéciale lorsque la personne est en état de récidive légale».

L'article 195-1 du Code de procédure pénale est donc applicable tant en matière correctionnelle qu'en matière criminelle sans aucune limitation de sorte qu'il est également applicable et appliqué pour les délinquants toxicomanes primaires.

Il en résulte qu'il n'est pas nécessaire de compléter l'arsenal législatif sur ce point.

Si l'Ombudsman estimait qu'il faille prévoir l'introduction d'une disposition légale tendant à faire bénéficier les délinquants toxicomanes qui se trouvent en état de récidive légale de manière réitérée de la faveur de l'article 195-1 du Code de procédure pénale, les soussignés souhaitent observer qu'ils considèrent qu'une telle disposition serait contraire au principe de l'égalité devant la loi reconnue par la Constitution. De leur point de vue, rien ne justifie que les délinquants récidivistes toxicomanes bénéficient de faveurs dont les délinquants récidivistes non toxicomanes sont exclus.

Il semble inconcevable que les Cour et tribunaux puissent être contraints à assortir les condamnations à une peine d'emprisonnement de délinquants toxicomanes récidivistes, et même multirécidivistes, ad vitam aeternam, de sursis à l'exécution de la peine privative de liberté, c'est-à-dire également pour des infractions très graves commises telles qu'un vol à l'aide de violences commis sur une personne âgée qui subit des blessures importantes suite à ce vol voire même un meurtre commis pour se procurer de l'argent ou d'autres objets de valeur en vue de financer sa consommation de stupéfiants.

Le projet de prévoir une telle disposition dans l'arsenal législatif n'est pas soutenu par les soussignés.

Commentaire du CELPL :

La recommandation visait effectivement la généralisation de ce principe de motivation spéciale en cas de condamnation à une peine de prison en matière de toxicomanie. Cette

⁶ Voir n ° 3.1.(1) p. 25 alinéa 5

⁷ Voir n ° 3.1.(1) p. 25 alinéa 6

⁸ Souligné par les soussignés

disposition particulière ne pourrait toutefois s'appliquer uniquement à des faits directement en lien avec la dépendance, médicalement certifiée.

La raison qui pousse le CELPL à faire cette recommandation qui résulterait effectivement dans un traitement différent des délinquants toxicomanes et des délinquants non toxicomanes est qu'il considère que la prison n'est pas le lieu adéquat pour réaliser la prise en charge nécessaire d'une personne dépendante. Le CELPL est d'avis qu'une personne dépendante est à considérer comme une personne souffrant d'une maladie, nécessitant une prise en charge conséquente. Cette prise en charge ne doit pas forcément viser l'abstinence de la personne, ce qui constitue bien souvent un idéal impossible à atteindre, mais devrait mettre les outils nécessaires à disposition des personnes dépendantes pour regagner le contrôle de leur consommation, de leur donner les moyens pour gérer cette dépendance sans dévier vers la criminalité.

Dans ce contexte, il se pose la question de la finalité de la peine de prison. La criminologie, voire la pénologie, distinguent traditionnellement trois ou quatre fonctions d'une peine pénale :

- Rétribution
- Réparation
- Dissuasion, intimidation (prévention générale)
- Prévention (spéciale)

Les fonctions de rétribution et de réparation ne seront à cet endroit pas développées davantage. Les fonctions de dissuasion et de prévention jouent tout de même un rôle particulier dans ce domaine.

Evidemment, il pourrait être argumenté qu'une obligation de motivation spéciale d'une peine de prison, même en cas de récidive, pour les délinquants en matière de toxicomanie, réduirait l'effet dissuasif souhaité par la réponse pénale. Les potentiels délinquants pourraient être convaincus qu'ils risquent des sanctions moins graves et s'adonner plus facilement aux actes délinquants. Généralement, cet effet dissuasif ne peut toutefois pas être démontré statistiquement. Le CELPL adhère aux développements faits par Patrick Morvan lorsqu'il affirme que :

« [...] des études ont recherché une corrélation entre la sévérité des peines et le taux de criminalité. La question est majeure sachant que, bien souvent, la politique pénale se borne à aggraver la pénalité de telle ou telle infraction dans l'espoir bien naïf que cette gesticulation intimidera les délinquants.

Pour la plupart des crimes, l'aggravation des peines est dépourvue de tout effet d'intimidation collective. »⁹.

Le CELPL est d'avis que cette argumentation est d'autant plus valable dans le contexte de la toxicomanie où la raison perd le dessus face à la dépendance et ses répercussions.

Il reste alors la fonction de la prévention spéciale, donc la prévention de la récidive, commise par une personne précise. Cette fonction englobe également la fonction de resocialisation attribuée à une peine alors que le but ultime de la réaction pénale devrait être la resocialisation et la prévention de la récidive.

Le CELPL estime qu'en matière de toxicomanie, il convient de miser davantage sur cette fonction et de proposer des prises en charge adaptées, plutôt que d'espérer que la prison réalise un effet de dissuasion assez important ou et combiner l'emprisonnement accessoirement avec un encadrement médical et psycho-social. Le CELPL souligne qu'il est

⁹ Morvan P. (2019, p. 262)

généralement démontré que la récidivité est plus importante après un séjour en milieu carcéral qu'après l'application d'une mesure alternative¹⁰.

Selon le CELPL, la prévention de la récidive peut plus vraisemblablement être atteinte ou espérée en offrant une prise en charge adaptée, réalisée dans un cadre adéquat, propice à la thérapie, plutôt qu'en faisant subir une peine en milieu carcéral, même si les responsables des centres pénitentiaires mettent tout leur possible en œuvre pour créer la meilleure offre de prise en charge possible.

Le CELPL souligne encore une fois que ce dispositif ne concernerait que les infractions commises en lien direct avec les problèmes de toxicomanie et de dépendance médicalement attestés et non toutes les infractions qui peuvent être commises par une personne ayant éventuellement consommé une substance psychoactive au moment du passage à l'acte.

Recommandation 22 : « Mettre en œuvre une approche différenciée en matière de sanction de consommation de stupéfiants au CPG, notamment en ce qui concerne les bases sur lesquelles reposent la décision de transférer un détenu au CPL. ».

Par le passé, la déléguée du Procureur général d'Etat a veillé à ce que des situations comparables ne soient pas traitées de manière différente. La recommandation 22 de l'OMBUDSMAN-Contrôleur externe des lieux privés de liberté de différencier entre les suites réservées aux détenus sujets d'incidents disciplinaires pour consommation de stupéfiants peut se concevoir néanmoins si la déléguée dispose d'un faisceau d'informations lui permettant de conclure que des situations différentes ne peuvent être traitées de manière égale.

La déléguée ne se saisit pas elle-même d'un dossier pouvant conduire au transfèrement d'un détenu pour motifs disciplinaires mais le directeur du centre pénitentiaire de Givenich prend l'initiative de lui proposer le transfèrement et lui soumet à cette fin les rapports d'incident et d'enquête ainsi que le résultat des analyses toxicologiques du détenu.

Dans le contexte de la recommandation 22, se pose de façon aiguë la question quant au recueil d'informations supplémentaires permettant de justifier de façon objective et raisonnable la différenciation de traitement entre détenus. En effet, les rapports d'incident et d'enquête et les analyses toxicologiques d'un détenu ne constituent guère des outils suffisants pour permettre à la déléguée de motiver une décision prenant en compte la différenciation de traitement préconisée par l'Ombudsman. La déléguée ne peut intervenir dans le fonctionnement de l'administration pénitentiaire et réunir de sa propre initiative les informations nécessaires pour motiver sa décision de transférer un détenu déterminé au centre pénitentiaire de Luxembourg pour motifs disciplinaires et pour émettre à l'adresse d'un autre, un dernier avertissement, par exemple. Le seul organe permettant de recueillir et de rassembler les informations pertinentes à destination de la déléguée est le directeur du centre pénitentiaire de Givenich. Dès qu'il prend connaissance d'un rapport d'incident en relation avec la consommation de stupéfiants, il peut se concerter avec les personnes de référence du détenu, toutes présentes au centre pénitentiaire de Givenich. Il s'agit en l'occurrence des conseillers en insertion et des psychologues du SPSE ainsi que des professionnels de Suchthëllef. Ensemble, ces professionnels peuvent rassembler des informations plus complètes sur un détenu devant permettre à la déléguée de procéder éventuellement à une « discrimination légitime et justifiée » entre détenus, sujets d'incidents pour consommation de stupéfiants.

De notre avis, il appartient au directeur du centre pénitentiaire de Givenich de fournir à la déléguée les informations nécessaires pour lui permettre la mise en œuvre d'une approche différenciée entre détenus ayant consommé des stupéfiants.

¹⁰ Wermink H.T., Blokland A.A.J., Nieuwbeerta P., Nagin D. & Tollenaar N. (2010)

Commentaire du CELPL :

Le CELPL note avec satisfaction que le Parquet général ne s'oppose pas d'office à la recommandation du CELPL relative à une approche plus différenciée en matière de stupéfiants au CPG, notamment pour les décisions de retour vers le CPL. Il est évident que les informations pertinentes nécessaires à la prise de décision doivent être recueillies et mises à disposition de Madame la Déléguée.

Dans sa prise de position, la Ministre de la justice fait notamment savoir que :

« Conformément à l'article 674, paragraphe 3, du Code de procédure pénale, le directeur du CPG informe Madame la déléguée de tout élément en relation avec le détenu pouvant engendrer le transfert au CPL du concerné. ».

Le CELPL espère que les problèmes de communication qui semblent exister en la matière puissent être résolus et que la recommandation puisse être mise en œuvre.

Recommandation 23 : « Ne pas indiquer systématiquement un délai à partir duquel le détenu peut de nouveau demander à être transféré au CPG, pour ne pas présenter l'éventualité d'un retour au CPG comme une évidence. ».

Il y a une demi-douzaine d'années, les agents des SPSE et SCAS avaient proposé à la déléguée d'inclure dans les décisions de transfèrement pour motifs disciplinaires un délai après lequel le détenu pouvait postuler de nouveau à un transfèrement au centre pénitentiaire de Givenich. Ils entendaient ainsi donner au détenu transféré au centre pénitentiaire de Luxembourg une perspective et encadrer au mieux la période de réflexion lui imposée.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 2018 sur l'exécution des peines qui a institué un recours devant la Chambre de l'application des peines contre les décisions de la déléguée et donc également contre les décisions de transfèrement pour motifs disciplinaires, dans à peu près 10% des décisions, se trouve encore incluse une référence à une durée minimale du séjour au centre pénitentiaire de Luxembourg. On ne saurait donc parler d'une terminologie employée de façon systématique. Si elle est utilisée, elle l'est avec l'indication qu'une demande de transfèrement au centre pénitentiaire de Givenich sera seulement examinée à partir du moment où le détenu aura fait preuve de sa capacité de rester abstinent de toute consommation de stupéfiants, d'alcool ou de médicaments non-prescrits pendant deux ou trois mois en milieu fermé. A cet effet, il est invité à réfléchir sur la possibilité d'une collaboration motivée et honnête avec les professionnels de Suchthëllef, anciennement Programme TOX, au centre pénitentiaire de Luxembourg. Le retransfèrement subséquent d'un détenu au centre pénitentiaire de Givenich est partant soumis à une prise de conscience de sa part quant à la problématique de dépendance qu'il doit affronter ; aucun transfèrement n'est accordé s'il n'a pas entamé au préalable un travail de réflexion. Il s'agit d'une deuxième opportunité pour un détenu de pouvoir organiser son insertion socioprofessionnelle à partir du centre pénitentiaire de Givenich mais elle n'est pas assujettie à une garantie de résultat.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie Madame la Déléguée pour ces explications complémentaires.

Ministère de la Justice

En date du 24 juillet 2020, le CELPL a reçu la prise de position de la part du Ministère de la Justice (MJ).

A titre liminaire, il y a lieu de noter que les observations ci-dessous concernent uniquement les points du rapport qui sont de la compétence du Ministère de la Justice.

A. Observations concernant les recommandations de l'Ombudsman

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 1

Le contrôleur externe invite les cours et tribunaux à recourir le plus possible à des peines alternatives pour prendre en charge les personnes souffrant de toxicomanie.

Il s'agit là d'une compétence propre aux cours et tribunaux, la séparation des pouvoirs ne permettant pas au Ministre de la Justice d'intervenir dans le choix des sanctions légalement prévues à prononcer par les cours et tribunaux.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe remercie le Ministère de la Justice pour cet éclaircissement. Cependant, il tient à préciser qu'à sa connaissance, le Ministère est responsable de la stratégie des administrations qui lui sont hiérarchiquement inférieures. Dès lors, le Contrôleur externe estime que le Ministère de la Justice pourrait tout à fait encourager des améliorations d'ordre législatif s'il en désirait ainsi. Il ne s'agit donc aucunement de s'immiscer dans le travail de la magistrature, mais plutôt d'accroître le choix de sanctions et mesures à disposition des cours et tribunaux par le biais de conditions-cadres modifiées.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 2

Le contrôleur externe recommande de prévoir une motivation spéciale pour les délinquants toxicomanes, pour lesquels la commission des infractions a été en lien direct avec leur consommation et/ou leur dépendance.

L'article 195-1 du Code de procédure pénale prévoit déjà une motivation spéciale de l'emprisonnement ferme pour les primo délinquants, y compris les délinquants toxicomanes. Est-ce que le contrôleur externe souhaite également introduire une motivation spéciale pour les délinquants toxicomanes qui sont en récidive ? Ou souhaite-t-il introduire une motivation spéciale dans la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ?

Dans tous les cas, le Ministère de la Justice est d'avis qu'il n'est pas opportun d'ajouter une motivation spéciale supplémentaire, que ce soit dans le Code de procédure pénale ou dans la loi de 1973 à l'égard des délinquants toxicomanes. L'article 195-1 du Code de procédure pénale s'applique dans le cas où un délinquant se trouve pour la première fois devant le tribunal pour des faits liés à la toxicomanie et il est important que dans ce cas-là, il ne soit pas automatiquement envoyé en prison. C'est pour cette raison que le législateur a inséré l'obligation pour les magistrats de motiver spécialement la décision de placer un délinquant toxicomane en prison. Cependant, si une personne récidive et se retrouve une nouvelle fois devant le juge pour les mêmes faits de toxicomanie, la motivation spéciale ne devrait, dans ce cas-là, plus être nécessaire.

Commentaire CELPL :

Le CELPL remercie le Ministère de la Justice pour cette réaction. Il renvoie à ses développements faits à propos suite à la prise de position du Parquet Général.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 3

En ce qui concerne la recommandation d'appliquer des mesures alternatives à l'incarcération, il ne s'agit pas d'une compétence du Ministère de la Justice. C'est au cours et tribunaux de décider de l'application des mesures alternatives à l'incarcération, la séparation des pouvoirs ne permettant pas au Ministre de la Justice de s'immiscer dans ces décisions.

Commentaire CELPL :

Idem recommandation n°1

Le contrôleur externe propose encore de concevoir des programmes de prévention en matière de toxicomanie. Actuellement, ce genre de programmes existent déjà sur le terrain notamment à travers le programme « Suchthëllef » et maintenant également à travers la mise en place du PVI qui peut inclure des actions, des thérapies ou des formations dans le domaine de la toxicomanie.

Commentaire CELPL :

La recommandation du CELPL ne faisait pas référence à la conception de programmes, mais à l'élaboration d'une stratégie globale cohérente qui fixerait les conditions-cadres à la mise en œuvre de ces programmes.

D'après les informations récoltées par l'équipe de contrôle, les actions notamment de « Suchthëllef » réalisées au CPL seraient par ailleurs exclues du PVI.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 4

Le contrôleur externe propose de mettre en place des Tribunaux de traitement de la toxicomanie comme c'est déjà le cas entre autre aux Etats-Unis.

Concernant cette recommandation, le Ministère de la Justice est d'avis qu'il n'est pas nécessaire d'implanter au Luxembourg un Tribunal de traitement de la toxicomanie, et ce pour plusieurs raisons.

Premièrement, le Luxembourg ne souffre pas à l'heure actuelle et heureusement de surpopulation carcérale. De plus, comme il l'est dit à juste titre dans le rapport de l'Ombudsman, l'ouverture prochaine du CPU permettra encore d'avantage de désengorger le CPL. En effet, plus ou moins la moitié des détenus sera transférée au CPU. De ce fait, l'argument du surpeuplement carcéral ne requiert pas d'instaurer des tribunaux spéciaux.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe confirme qu'aucune surpopulation ne peut être constatée actuellement. Néanmoins, le Ministère de la Justice ne saura guère nier que le CPL affiche, en moyenne, un taux d'occupation avoisinant les 95%¹¹. Dès lors, il semble évident qu'un désengorgement serait favorable à tous les acteurs concernés et notamment aux détenus actuels surtout considérant que le CPU n'ouvrira ses portes que dans quelques années seulement, au mieux.

¹¹ World Prison Brief (2020)

Il s'ajoute que l'instauration des tribunaux de traitement de toxicomanie pourrait désengorger les instances judiciaires et accroître la célérité du traitement des affaires pénales, ce qui pourrait avoir une influence positive sur la durée de détention préventive.

Deuxièmement, il y a lieu de prendre en compte le projet de légalisation du cannabis. Une fois que la légalisation du cannabis sera introduite au Luxembourg, s'ensuivra la dépénalisation de la consommation du cannabis pour une grande majorité des faits actuellement encore incriminés et, de ce fait, il y aura également une diminution du nombre des peines prononcées pour des faits liés à la toxicomanie. Ainsi, les tribunaux seront désengorgés au niveau des affaires relatives aux stupéfiants. L'argument de désengorger les tribunaux ordinaires n'est donc pas un argument une fois que la légalisation du cannabis aura été introduite.

Le CELPL doute qu'une dépénalisation de la consommation de cannabis ait un effet important sur la population carcérale, alors qu'il n'a pas connaissance d'un cas qui aurait été incarcéré pour cause de consommation de cannabis.

L'hypothèse suivant laquelle la légalisation du cannabis supprimerait tout marché noir et tout trafic illicite lui semble par ailleurs très optimiste. Il s'ajoute que, généralement, les détenus incarcérés pour des faits de trafic de stupéfiants n'ont pas (seulement) vendu du cannabis, mais encore bien d'autres substances illicites, de sorte que sur ce point également, le CELPL remet en doute un effet important sur la population carcérale.

Troisièmement, la baisse de la récidive comme argument pour installer un Tribunal de traitement de la toxicomanie n'est pas non plus un argument justifiant la mise en place de tribunaux spéciaux, alors qu'il a été mis en place divers mesures afin de venir en aide aux délinquants de toxicomanie et de prévenir la récidive, à travers notamment la mise en place du PVI et grâce à l'accompagnement proposé par « Suchthëllef ».

Pour finir, le Luxembourg diffère fortement des Etats-Unis, notamment dans son système juridique et sa manière de fonctionner. Ainsi, le Luxembourg ne souhaite pas se doter de juridictions thématiques. Si l'on suit cette voie, cela voudrait dire que l'on doit également instaurer par exemple, un Tribunal de la route puisque que les tribunaux sont souvent engorgés par des faits liés à la circulation routière, notamment les excès de vitesse ou encore les mauvais stationnements.

Pour toutes ces raisons, le Ministère de la Justice est d'avis que la mise en place d'un Tribunal de traitement de la toxicomanie n'est pas opportun au Luxembourg.

Commentaire CELPL :

Le Contrôle externe demeure d'avis que le Tribunal de traitement de la toxicomanie reste une alternative viable à l'incarcération et rejette dès lors l'argumentation basée sur les aides fournies intra-muros qui sont largement insuffisantes en la matière et qui ne répondent pas à un environnement propice à la thérapie.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 6

Les règlements grand-ducaux déterminant de manière détaillée les modalités de contrôle des différents visiteurs et intervenants sont en cours de finalisation et seront soumis d'ici peu au Conseil de Gouvernement pour approbation.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe se tient à disposition du Ministère de la Justice pour (re)clarifier son point de vue lors de la phase d'avant-projet du règlement en question en cas de besoin. Il demande la communication de ces projets dès leur finalisation afin de pouvoir apporter ses observations en temps utile.

Prise de position du (MJ): Recommandations n° 7 à 12

Concernant la recommandation n° 8 plus particulièrement, le CPG insiste sur le fait que les fouilles intégrales sont réalisées conformément à l'article 38, paragraphe 4, de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire.

Le seul cas de figure qui se présente de temps en temps est celui d'un détenu qui ne suit pas les instructions de l'agent pénitentiaire et continue à se déshabiller. Dans de tels cas, les agents pénitentiaires interviennent dans l'immédiat pour éviter un déshabillage complet du détenu.

Actuellement l'administration pénitentiaire adapte ses moyens aux besoins. Dans ce contexte plusieurs initiatives ont lieu en parallèle.

Premièrement des contacts plus poussés ont été établis avec la JVA de Wittlich en République Fédérale d'Allemagne. Cette JVA dispose de compétences particulièrement développées en matière de détection de stupéfiants et plus particulièrement de cannabinoïdes synthétiques. Cette prison sert de prison-témoin en Rhénanie-Palatinat en cette matière.

En ce qui concerne la recommandation relative à la détection électronique des stupéfiants, la direction de l'administration pénitentiaire est actuellement en discussion avec la JVA de Wittlich.

La JVA de Wittlich se sert d'un dispositif de spectrométrie à mobilité ionique (IONSCAN 600) qui est capable de détecter n'importe quelle substance, même si elle n'est présente qu'en traces infimes.

Or, le dispositif ne reconnaît évidemment que les signatures électroniques qui ont été enregistrées dans la mémoire de l'appareil.

S'il est chose aisée d'acquérir un appareil à spectrométrie, il en est extrêmement compliqué de constituer les bases de données nécessaires à l'exploitation du dispositif.

A Wittlich, les échantillons prélevés qui se sont révélés positifs sont soit analysés par un autre moyen une seconde fois par une experte du Landeskriminalamt détachée à cette fin à la JVA qui doit confirmer le dépistage réalisé par le dispositif technique afin que les tribunaux reconnaissent la preuve comme ayant valeur probatoire. Les substances suspectes détectées sont envoyées à l'Université de Fribourg-en-Brisgau où un toxicologue procède à une description et à une classification scientifique de la molécule. Il décide également s'il s'agit d'une substance illicite ou non.

Tant les confirmations de l'experte du Landeskriminalamt que les analyses scientifiques de l'Université de Fribourg sont utilisées pour alimenter et affiner en permanence la base de données du dispositif IONSCAN. A l'heure actuelle, l'appareil est capable de détecter déjà plus de 80 variétés de cannabinoïdes de synthèse et un grand nombre de configurations de molécules de base lui permettant de conclure à la présence de substances non encore identifiées mais potentiellement suspectes de par leur structure atomique.

Des pourparlers au niveau gouvernemental ont eu lieu afin que l'administration pénitentiaire puisse procéder à Luxembourg à des essais approfondis sur le terrain en vue de l'acquisition d'un dispositif identique. L'appareil en soi est mobile et la JVA de Wittlich nous le mettra à disposition à titre gratuit avec un technicien à raison d'une à deux fois par mois en vue de procéder aux tests en milieu réel.

La JVA de Wittlich accordera d'ailleurs à l'administration pénitentiaire l'accès à leur base de données sans quoi l'appareil n'est d'aucune utilité.

Si le Luxembourg décidait d'acquérir le dispositif, des échanges devront avoir lieu avec les autorités allemandes compétentes en vue de déterminer la contribution financière servant à couvrir les droits d'accès à la base de données allemande.

En ce qui concerne la mise en place d'un groupe canin, constitué au début de deux chiens de dépistage passifs, celle-ci est prévue pour 2021. Les travaux préparatoires assez complexes pour la mise en place de ce dispositif sont déjà entamés et l'administration pénitentiaire se félicite de l'aide et de l'appui de leurs collègues de la Police grand-ducale et de l'Administration des Douanes et Accises en la matière. Les coûts relatifs à la mise en place du groupe canin, assez élevés, figureront au budget de l'exercice 2021.

Les chiens du groupe canin pourront être utilisés sur tous les sites de l'administration pénitentiaire et ce dans tous les services. Sous réserve d'une acquisition en 2021, il est à prévoir que les chiens deviendront opérationnels en 2023, après plusieurs phases d'entraînement assez poussées.

En ce qui concerne le service colis, deux nouveaux détecteurs à rayon X, d'une performance améliorée, ont déjà été achetés et sont en cours de livraison. En parallèle une formation spécifique des gardiens du service colis au bon usage de ces nouveaux détecteurs est mise en route.

Il est prévu d'équiper également la buanderie centrale de cette nouvelle génération de scanners en 2021.

A noter encore que tous les courriers entrants sont contrôlés par le scanner au colis. Dorénavant des contrôles réguliers seront effectués au colis par les chiens de détection.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe se réjouit de ces progrès et souhaite être informé des avancements en matière d'implémentation. En outre, il se tient à l'entière disposition du Ministère si ce dernier requerrait son appui au niveau gouvernemental afin de faciliter la matérialisation des investissements en question.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 13

Cette recommandation propose d'analyser les possibilités d'aménagement permettant d'instaurer des contrôles de marchandises à l'extérieur de l'enceinte de la prison.

Néanmoins, les infrastructures actuelles ne permettent pas un tel contrôle sur le site du CPL.

A l'inverse, les locaux du CPU sont aménagés de manière à ce que tous les contrôles se fassent déjà à l'extérieur de l'enceinte. Dans toute la mesure du possible, il sera tenu compte de cette recommandation lors du réaménagement du CPL. A cet égard, l'administration pénitentiaire donne cependant à considérer que le mur de sécurité ne sera probablement pas touché par les travaux, de sorte qu'une solution architecturale plus souple devra être trouvée.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe comprend tout à fait que les spécificités architecturales ne permettent pas d'instaurer facilement un contrôle de marchandises plus approfondi à l'extérieur. Subséquemment, il suggère d'augmenter la fréquence des contrôles réalisés avec le soutien des douanes et de la Police grand-ducales jusqu'à ce que le CPL dispose d'une propre unité

canine qui pourrait reprendre ces activités par la suite de sorte à assurer un niveau de contrôle minimum.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 14

confidentiel

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 15

Les règlements grand-ducaux déterminant les modalités d'exécution des fouilles sont en cours de finalisation et seront soumis d'ici peu au Conseil de Gouvernement pour approbation.

Néanmoins, il y a lieu de rajouter que l'affirmation selon laquelle « *l'équipe du contrôle a été informée à de nombreuses reprises qu'une fouille intégrale est réalisée à la sortie du détenu pour se rendre au tribunal (par les agents pénitentiaires et par les agents de la Police) et au retour au CPL [...]* » est surprenante. En effet, l'instruction de service DIS 01 est très claire à ce sujet : le détenu est soumis d'office à une fouille corporelle **après** chaque extraction ; avant l'extraction la Police se charge de la fouille corporelle.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe ne doute aucunement du contenu de l'instruction de service DIS01. Cependant, il demande que l'importance de la fouille en deux temps soit rappelée à l'occasion de formations desservies aux agents pénitentiaires.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 17

La recommandation concerne la mise en œuvre des visites hors surveillance et l'analyse de l'option de conception d'unités de vie familiale.

A l'heure actuelle, les infrastructures du CPL ne permettent pas l'organisation de visites familiales non surveillées en dehors de la présence des enfants dans des conditions décentes. Le cadre architectural est également inadapté aux visites familiales non surveillées avec des enfants.

Ce type de visites sera possible au CPU dès la mise en service du centre, les infrastructures nécessaires ayant été prévues.

Au CPL, la mise en place de locaux spécifiquement destinés à cet effet, permettant le respect de la dignité du détenu, de ses visiteurs, mais également du personnel, ne pourra probablement se faire que dans le cadre de la future restructuration du centre.

A noter toutefois qu'il est inexact d'affirmer que les agents auraient comme instruction de venir contrôler à des intervalles réguliers les visites hors surveillance des détenus.

L'instruction de service VIS12 traitant de l'organisation des visites sans surveillance ne prévoit pas un contrôle régulier des lieux de la part des agents. Etant donné que le CPL ne dispose actuellement pas encore de locaux appropriés à des visites non surveillées, l'instruction de service prévoit uniquement que les détenus et leurs visiteurs sont priés de veiller à faire preuve d'un comportement décent pendant les visites non surveillées. Par contre, on ne peut pas éviter que les agents passent devant ces parloirs, compte tenu de la configuration des locaux.

Pour des raisons évidentes, chaque détenu est soumis à une fouille corporelle intégrale après la visite sans surveillance.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe s'interroge sur la compatibilité de ces affirmations avec les motifs énoncés dans l'article 1^{er} (2) de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire qui stipule que « ... *la nécessité de préparer l'insertion de la personne détenue afin de lui permettre de mener une vie responsable et de prévenir la commission de nouvelles infractions.* » Pour le Contrôleur externe, il semble évident que les liens familiaux sont un, sinon le facteur déterminant dans tout projet de réinsertion. Il recommande de faire des efforts en la matière, même avant la restructuration du CPL prévue après l'ouverture du CPU.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 18

La recommandation d'inclure dans le PVI le volet de la toxicomanie est déjà mise en œuvre à l'heure actuelle.

En effet, le PVI est un instrument dynamique qui est adapté en permanence aux besoins du détenu. Déjà à l'heure actuelle il est tout à fait possible d'inclure des actions, des thérapies ou des formations dans le domaine de la toxicomanie dans le PVI. Ainsi, si les besoins du détenu démontrent ce besoin, il en sera évidemment tenu compte au niveau du PVI.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner que le CPG souhaite l'intégration de mesures de la part du service externe « Suchthëllef » au niveau du PVI et la coopération dans ce contexte. D'ailleurs, des réunions d'échange avec le service externe « Suchthëllef » à ce sujet ont déjà été menées et vont se poursuivre.

Pour finir, selon le contrôleur externe, il faudrait veiller à ce que l'isolement ne rende pas les consommations plus faciles.

Or, il est nécessaire de nuancer cette remarque alors que le détenu n'est pas isolé dans sa cellule lorsqu'il est sanctionné pour consommation de drogues, Il continue à aller travailler dans son atelier ainsi qu'à suivre ses cours d'enseignement. Les exercices en plein air quotidiennes dans la cour de promenade tout comme la participation aux services religieux sont évidemment aussi garantis.

Commentaire CELPL :

Le CELPL remercie la direction du CPG pour ces explications et se réjouit du fait que les aspects liés à la consommation de stupéfiants pourraient en effet faire partie du PVI. Il souligne cependant que le « dynamisme » du PVI devrait être limité davantage, de manière à ce que les détenus soient évalués selon des critères comparables tout en tenant compte des spécificités de chacun.

Le CELPL soutient le souhait d'intégrer le suivi par « Suchthëllef » dans le PVI.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 19

La recommandation relative au laps de temps pour la prise d'urine est inexacte au CPL en ce qui concerne les contrôles effectués auprès des détenus en cas de suspicion de consommation de stupéfiants. Dans ces cas-là, les détenus ne peuvent, en principe, pas frauder. Avant la prise de l'échantillon, le détenu est aussi soumis à une fouille corporelle qui est effectuée par l'agent de la section G1 et par l'agent qui accompagne le détenu au local G1. L'instruction de service DIS18 précise par ailleurs que le détenu fournit l'échantillon en présence des deux agents et que ceux-ci prennent spécialement soin de prévenir toute fraude.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur remercie les responsables pour ces explications qui sont contraires aux informations reçues lors des entretiens.

Par contre, il est évident que les détenus savent à l'avance qu'à chaque congé pénal, à chaque passage devant la commission consultative à l'exécution des peines et en cas de transfèrement au CPG, ils seront soumis d'office à un test d'urine.

Cette recommandation n'est pas vraie non plus pour le CPG alors que la prise des urines se fait tout de suite après l'annonce qu'un test d'urine doit être réalisé.

En ce qui concerne la présence des détenus lors de l'évaluation des tests d'urines, il y a lieu de noter qu'au CPG ces tests d'urine sont réalisés en plusieurs étapes : le prélèvement et l'analyse rapide de l'échantillon d'urine sont décalés dans le temps et sont effectués par des agents pénitentiaires différents, notamment dans une optique de protection des agents pénitentiaires du CPG.

D'autant plus, il faut tenir en compte le fait que le CPG est une prison semi-ouverte et qu'un dévoilement immédiat des résultats d'un TU au détenu risquerait d'avoir des effets négatifs (fugue, non-retour...).

Finalement, il est aussi possible que le résultat positif d'un test d'urine rapide ne soit pas confirmé par le LNS.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe maintient sa constatation et s'interroge sur la pertinence de l'approche de test. En effet, il ne voit aucunement comment la protection d'un agent particulier via un test en deux temps pourrait justifier une méfiance générale à l'égard des autorités.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 20

Cette recommandation sera discutée dans le cadre de la mise en service de l'IONSCAN 600 prévue pour mars 2020. En effet, à cet égard se posera la même question de maintien à jour d'une base de données des stupéfiants.

A l'heure actuelle la base de données de l'IONSCAN est mise à jour par le BKA de Mayence sur la validation d'une substance par l'Université de Fribourg.

Si l'administration pénitentiaire décide d'acquérir le même dispositif, ce qui est très probable, il faudra également contribuer à l'alimentation de la base de données existante en Allemagne afin de pouvoir profiter des importants acquis allemands déjà réalisés. Il s'agit surtout de ne pas faire double emploi pour des analyses coûteuses. Dès lors il sera utile de clarifier le cas échéant si le BKA accepte les résultats du Laboratoire National de Santé.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur souhaite être tenu au courant des évolutions en la matière.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 21

Concernant cette recommandation, l'essai sur le terrain de l'IONSCAN 600 en vue de son acquisition, prévu à partir de mars 2020, constituera un pas important en matière de lutte contre les stupéfiants et plus particulièrement contre les cannabinoïdes synthétiques. En effet, la base de données de l'IONSCAN est spécialisée en ce domaine précis et dispose de la signature électronique de tous les cannabinoïdes de synthèse connus. Elle est constamment

enrichie de nouvelles molécules détectées. Le dispositif est même capable de détecter la signature électronique de substances douteuses non encore identifiées à partir de certaines caractéristiques structurales typiques pour ce genre de molécules.

De plus, il y a lieu de rajouter qu'actuellement le CPG envoie systématiquement les substances trouvées au LNS et c'est grâce à cette coopération étroite que la direction a pu prononcer des sanctions disciplinaires sur base des résultats d'examen toxicologiques officiels du LNS des substances trouvées. Ainsi, depuis juillet 2019, les incidents en relation avec du SPICE ont fortement diminué.

A noter que le test proposé par « Nal Von Minden » concernant cannabinoïdes synthétiques, fut déjà testé par les services de surveillance du CPG, cependant sans succès significatif.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe remercie la direction du CPG des progrès réalisés en matière d'identification de substances.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 22

Le contrôleur externe propose de mettre en œuvre une approche différenciée en matière de sanction de consommation de stupéfiants au CPG.

A ce sujet, il y a lieu de noter que la compétence de la décision de transfert du CPG au CPL réside dans le chef de Madame la déléguée du Procureur général d'Etat.

Conformément à l'article 674, paragraphe 3, du Code de procédure pénale, le directeur du CPG informe Madame la déléguée de tout élément en relation avec le détenu pouvant engendrer le transfert au CPL du concerné.

Dans le passé, la direction du CPG a toujours pris en compte les avis éventuels des intervenants professionnels. Néanmoins, il y a lieu de souligner qu'une approche plus libérale en relation avec des drogues dures risque de perturber le climat au CPG, vu que les raisons d'un non-transfert d'un concerné pour des faits similaires voire identiques risquent de ne pas être connues ou comprises par la majorité des détenus et, par conséquent, risquent d'être qualifiées de traitement inégal ou de favoritisme. Cette approche pourrait ainsi provoquer des tensions non négligeables, d'où la nécessité de critères stricts et nets à appliquer.

Il est important de mettre en évidence la nécessité de respecter ces critères pour que le CPG garde sa place privilégiée dans un milieu semi-ouvert. Le séjour au CPG sera uniquement valorisé avec une telle approche et aperçu par les détenus comme un lieu de détention qui ne tolère guère les drogues, sous peine de perte du privilège.

Pour finir, il y a lieu de noter qu'une délimitation entre toxicomanie et consommation par plaisir ne peut être faite aisément. De même, afin de mieux aider le détenu dans sa réinsertion pour lui faire connaître les limites qui lui seront de nouveau imposées par la loi, et d'ainsi le faire agir en exemple pour ses codétenus, il est dangereux et contre-productif de ne pas transférer des détenus qualifiés de toxicomanes du CPG au CPL suite à une première consommation de drogues dures.

Commentaire CELPL :

Le CELPL maintient son avis. Le fait d'appliquer les mêmes règles à tous les détenus sans différenciation aucune ne donne pas satisfaction aux spécificités propres de chaque détenu et méconnaît vraisemblablement les difficultés engendrées par une toxicomanie aiguë.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 25

Le contrôleur externe recommande de planifier les contrôles en fonction des probabilités de trafic effectif. Il ajoute dans son rapport, que les fouilles ont souvent lieu dans la halle sportive le vendredi après-midi.

Or, il est inexact d'affirmer que les fouilles du hall sportif par les chiens de la Police ou des Douanes se font souvent les vendredis après-midi où seulement des détenus sont présents et où la probabilité qu'un trafic ait lieu sont minimales.

Les fouilles dans les installations sportives sont organisées tout à fait aléatoirement et les fouilles ont lieu les matins. Les responsables du département « Détention & Insertion » décident, en concertation avec les contrôleurs de l'inspection, à chaque fois en connaissance de cause les infrastructures et locaux à faire contrôler par les chiens.

Commentaire CELPL :

Les affirmations quant au timing sont contraires à celles évoquées lors des entretiens sur place. Nonobstant, le Contrôleur externe se réjouit que les contrôles aient lieu tout à fait aléatoirement.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 26

En ce qui concerne cette recommandation, l'administration pénitentiaire est sensible à l'argumentation du Contrôleur externe et réfléchit comment intégrer cette recommandation dans le cadre de la formation continue dispensée par l'IFP.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe se félicite de ce constat et profite de cette occasion pour offrir son aide à l'Administration pénitentiaire si cette dernière désire créer des synergies en incluant le thème des Droits de l'homme dans une des formations dispensées à l'IFP.

Prise de position du (MJ): Recommandations n° 27 à 28

L'Ombudsman suggère d'équiper le CPL et le CPG d'un appareil permettant d'analyser les substances trouvées.

Un tel appareil sera utilisé dans une phase test pendant une année au CPL et au CPG. Il s'agit de l'appareil IONSCAN 600 qui a fait ses preuves au sein de la JVA de Wittlich : Si la phase d'essai s'avère concluante, il sera procédé à l'acquisition de trois appareils, un pour chaque centre pénitentiaire.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe se réjouit de ces progrès et souhaite être informé des avancements en matière d'implémentation.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 29

En ce qui concerne les procédures en matière d'inspections cellulaires, les fouilles de locaux de détention se font, en règle générale, sans délai lorsque les agents du bloc en font la demande au service de la détention lorsqu'il y a une suspicion de trafic ou de consommation de drogues.

Mais il se peut que des situations se présentent où il vaut mieux attendre avant de procéder au contrôle de la cellule pour améliorer les chances de réussite de l'opération.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe rejoint la direction dans ses réflexions quant aux chances de réussite des opérations de contrôle. Nonobstant, il réitère son constat quant à l'absence de l'uniformité des fouilles effectuées. Finalement, il espère fortement que ces flous seront corrigés lors de l'élaboration des règlements grand-ducaux en question.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 30

Les règlements grand-ducaux déterminant les modalités d'exécution des fouilles sont en cours de finalisation et seront soumis d'ici peu au Conseil de Gouvernement pour approbation.

Commentaire CELPL :

Encore une fois, le Contrôleur se tient à la disposition du Ministère de la Justice pour avis quant à l'avant-projet dudit règlement.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 31

Le contrôleur externe est d'avis que toutes les dénonciations faites par les gardiens en matière d'agression verbale ou physique méritent une attention particulière et une réponse l'informant des suites y réservées doit en tout état de cause être donnée à l'agent concerné.

La direction du CPL rappelle régulièrement que tout agent victime d'une telle agression doit avertir **immédiatement** ses supérieurs ainsi que le bureau de l'inspection afin que le détenu en cause puisse être placé en cellule de sécurité le temps qu'il faut.

Sur simple demande, le gardien est informé par la direction du CPL du résultat de l'enquête disciplinaire et de la date de transmission du dossier au Parquet de Luxembourg.

Commentaire CELPL :

Le CELPL se félicite de la transparence du Ministère en la matière.

Prise de position du (MJ): Recommandation n°33

Le contrôleur externe suggère d'introduire la présence obligatoire d'un gardien pendant les sessions de tatouages au lieu d'un infirmier.

Or, nous ne partageons pas l'argumentation du contrôleur externe. En effet, une utilisation effective des ressources implique également une gestion saine des ressources humaines. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne les agents pénitentiaires déjà fortement sollicités.

L'idée de rendre la présence d'un infirmier obligatoire lors des séances était née afin de garantir le respect des règles d'hygiènes indispensables à une application en toute sécurité des tatouages. Il y a lieu de remarquer que la surveillance de la session de tatouage relève de considérations liées au respect de règles d'hygiène et non de considérations liées à la sécurité des personnes présentent.

Il y a encore lieu de noter que la direction de l'administration pénitentiaire est très sensible à l'argument d'hygiène en cette matière et décide dès lors de maintenir la procédure telle qu'elle existe actuellement.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe maintient ses constatations et regrette la position du CPL à ce sujet. Suivant les informations obtenues, une surveillance pour raisons médicales ou pour des

raisons d'hygiène ne semble pas nécessaire après la formation dispensée aux concernés. Le CELPL demande au CPL de revoir sa position en la matière.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 36

Le contrôleur externe recommande la mise en place d'un programme d'échange de seringues au CPG. Actuellement, des discussions autour de la prise de relève du programme d'échange de seringues sont en cours entre le Ministère de la Justice, le CPG et le CHL.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe se réjouit de ces affirmations et souhaite être tenu au courant des développements en la matière.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 38

L'équipe de contrôle se dit consternée d'apprendre que la représentante de la Croix-Rouge n'a plus le droit d'accès à l'infirmerie dans le cadre des campagnes d'informations dans le domaine de la prévention HIV, mais qu'elle est obligée de rencontrer la clientèle intéressée dans les parloirs de visite. Le contrôleur externe met en avant des raisons de secret médical militant en faveur du rétablissement de l'état antérieur.

Ces visites sont coordonnées par le service « accueil des visiteurs » afin que la direction du CPL soit en mesure de savoir à tout moment quel intervenant externe se trouve dans l'enceinte de la prison et pour quel motif. Les entrevues ont lieu dans un parloir individuel pour garantir la confidentialité des entretiens, de sorte que le secret médical est respecté.

Commentaire CELPL :

Le CELPL ne partage pas l'analyse faite par la direction et maintient son point de vue quant au risque de non-respect du secret médical. Si d'autres détenus que les concernés étaient amenés à identifier ladite interlocutrice en présence du détenu dans le parloir, les raisons ayant mené à cet entretien ne resteraient guère secrètes. Partant, il serait concevable qu'un gardien accompagne la dame en question à l'infirmerie où les autres détenus ne pourraient que difficilement faire distinction entre une visite médicale lambda et un entretien en matière de (prévention) HIV.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 40

Le contrôleur externe recommande de faciliter la distribution de la méthadone (entre autres) par le biais d'un système de distribution informatisé.

Cette discussion est traitée dans le cadre du groupe de travail qui a été mis en place afin de mettre en œuvre les recommandations faites par les deux experts suisses dans le cadre de l'audit relatif à la santé en milieu carcéral.

Commentaire CELPL :

Même si le CELPL se félicite de la position du Ministère, il profite de l'occasion pour rappeler au Ministère que la présentation des résultats de l'audit sur la médecine pénitentiaire au Luxembourg a, du moins à sa connaissance, eu lieu en juin 2017 et s'interroge sur les progrès faits en la matière en un peu plus de trois ans maintenant.

Prise de position du (MJ): Recommandations n° 41 et 42

Le contrôleur externe recommande une formalisation de la communication afin de renforcer le dialogue et l'échange entre les différents acteurs impliqués dans le traitement de substitution et dans le traitement des maladies infectieuses.

La direction de l'administration pénitentiaire plaide pour la mise en place d'une plateforme regroupant le SMPP, la Suchthëllef, le SPSE et le service de détention du CPL et du CPG afin d'échanger les informations indispensables pour le bien du détenu, tel que prévu à l'article 26, paragraphe 4 de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe s'en félicite et souhaite être tenu au courant du concept envisagé.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 43

Cette recommandation vise la mention du Ministère de la Justice sur la fiche médicale.

Le Ministère de la Justice peut comprendre la difficulté pour le détenu de partager sa fiche médicale avec un médecin traitant alors que le logo du Ministère de la Justice se trouve sur cette fiche. Le Ministère compte prendre en compte cette recommandation et analyser la possibilité d'enlever la mention du Ministère de la Justice sur les fiches médicales.

Commentaire CELPL :

Le CELPL souhaite être tenu au courant des efforts menés dans ce domaine.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 44

Le contrôleur externe propose de réaliser systématiquement une anamnèse des facteurs ayant contribué au « passage à l'acte » d'un détenu afin d'identifier les besoins et modules adaptés à une intégration réussie.

Le Ministère de la Justice ainsi que la direction de l'administration pénitentiaire se rallient à la recommandation du contrôleur externe. Il y a lieu de noter que cette procédure a été mise en place récemment.

Chaque détenu est vu par un psychologue dans les meilleurs délais après son admission (consultation psychologique à l'entrée). Cette consultation a pour but de procéder à une première classification des détenus à l'entrée (« Eingangsdiagnostik ») en vue de déterminer le régime et le traitement psychologique adapté à son cas, ainsi que de faire un premier bilan de l'état psychologique du détenu. Le cas échéant, le psychologue propose les tests psychologiques qui peuvent être nécessaires à ce stade. Il ne réalise pas d'évaluation psycho-criminologique. Ce travail est réservé à la CEIP. (Cellule d'évaluation et d'intervention psycho-criminologique)

Si la consultation psychologique des détenus à l'entrée, réalisée par les psychologues du SPSE, en fait surgir le besoin, le détenu peut profiter d'un suivi et d'entretiens psychologiques par un psychologue du SPSE. Le psychologue du SPSE peut réaliser des assessments psycho-sociaux et autres, à l'exception des évaluations psycho-criminologiques. Il n'intervient pas dans la prise en charge psychothérapeutique des détenus, ni dans aucune activité similaire, cette activité relevant de la compétence des CEIP.

Commentaire CELPL :

Le CELPL se déclare satisfait des progrès réalisés en la matière.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 45

Le contrôleur externe suggère d'inclure l'offre scolaire et le programme de prise en charge des toxicomanes dans le PVI.

Il n'est pas exact d'affirmer que l'offre scolaire et le programme de prise en charge des toxicomanes aient été exclus d'office en tant que mesures du plan volontaire d'insertion. Aussi bien le service de la Suchthëllef, dans le cadre des programmes Charly et Charly-BIS que les enseignants du Ministère de l'Education nationale, au niveau de l'enseignement d'une 9^{ème} du secondaire technique désirent coopérer.

En ce qui concerne la compatibilité et la continuité du PVI en cas de transferts d'un centre pénitentiaire vers un autre, des efforts au niveau des SPSE afin d'harmoniser les programmes d'accompagnement et les mesures du PVI ont déjà été faits et sont toujours en cours, tout en tenant compte des limites des différents cadres. Ces efforts devront aussi se faire au niveau des offres d'autres services éventuellement disposés à contribuer au PVI (Suchthëllef, SEF, Services économiques).

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe remercie le MJ pour ces précisions et souhaite être tenu informé des progrès en la matière

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 46

Le contrôleur externe propose de mettre un programme sportif sur pied qui est adapté aux besoins des toxicomanes.

La direction de l'administration pénitentiaire soutient cette idée et propose d'organiser cette activité sur le terrain de football ou dans la cour du bloc C.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe s'en félicite et souhaite être tenu informé des progrès en la matière

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 47

Le contrôleur externe se pose la question de savoir si c'est approprié de prendre à bord un acteur supplémentaire (CHEM) dans le milieu carcéral.

Le CHEM est de par sa localisation géographique par rapport au CPU un acteur important. En effet, il pourra intervenir rapidement et efficacement en cas d'urgence au CPU. Par ailleurs, il y a lieu de noter que de toute façon le CHL n'était pas disposé à assurer le service médico-somatique au CPU.

Ceci a obligé l'administration pénitentiaire de rechercher un second partenariat stratégique. La direction de l'administration pénitentiaire est en sus de l'avis que le fait de recourir aux services du CHEM et non à ceux du CHL contribue à une meilleure intégration régionale et partant à une meilleure acceptation du projet.

Commentaire CELPL :

Le CELPL regrette l'affirmation du Ministère de la justice suivant laquelle le CHL n'aurait pas été disposé à assurer le service médico-somatique au CPU qui est en opposition de différents témoignages faits à l'équipe de contrôle.

Le CELPL regrette dans ce contexte que le CHL n'ait pas pris position quant à cette recommandation.

Le Contrôleur externe s'en voit navré de ces conclusions et réitère ses réserves.

Prise de position du (MJ): Recommandation n° 51

Le contrôleur externe recommande d'analyser si des ex-détenus non-résidents peuvent bénéficier du REVIS.

Il s'agit d'une compétence du Ministère de la Famille, le Ministère de la Justice ne peut se prononcer sur ce point.

Commentaire CELPL :

Le Contrôleur externe remercie Mme le Ministre de la Justice de l'avoir rendu attentif à cette erreur matérielle qui sera redressée dans le rapport. Il n'en est pas moins, que le Ministre de la Justice définit la politique pénale et que la prévention de la récidive des personnes des personnes élargies de prison le concerne directement. Il ne serait dès lors pas totalement illusoire de chercher le dialogue à ce sujet avec le Ministère de la Famille.

B. Observations particulières

Observation n° 1 : p. 23 « Si la légalisation du cannabis devait être introduite, exception faite des centres pénitentiaires, le Contrôleur externe recommande d'adopter, le moment venu, des dispositions réalistes pour gérer au mieux cette situation [...] »

A ce sujet, le Ministère de la Justice tient tout d'abord à souligner que le projet de légalisation du cannabis au Luxembourg n'envisage en aucun cas la légalisation du cannabis dans les centres pénitentiaires du Luxembourg. Le cannabis sera interdit en milieu carcéral comme c'est déjà le cas actuellement notamment avec l'alcool et les armes et comme ce sera également le cas dans les écoles et lycées. La réglementation relative aux drogues en milieu carcéral reste la même.

Observation n° 2 : p. 41, § 22 « L'équipe de contrôle a été informée qu'il y avait un dispositif près des toilettes des visiteurs permettant de se débarrasser des drogues qu'un visiteur avait prévu d'introduire au CPL. Une affiche sur les principales sanctions pénales applicables aurait été exposée à proximité. Ce dispositif aurait été enlevé.

[...]

Il souhaite avoir de plus amples renseignements sur les expériences faites avec ce dispositif. »

Ce dispositif près des toilettes des visiteurs permettant de se débarrasser des drogues a été enlevé alors qu'en six ans, pas une seule fois des stupéfiants ont été déposés dans une des boîtes.

Observation n° 3 : p. 47, § 33 « Au CPG, il s'ajoute que le détenu, pour lequel un transfert au CPL a été ordonné, est placé dans une cellule d'isolement jusqu'au moment de son transfert et que le CPG ne dispose même pas de locaux d'infirmerie où une surveillance pourrait être réalisée. »

Au CPG, le détenu qui est en cellule d'isolement en attendant son transfert au CPL, se trouve également sous vidéo-surveillance. Le détenu est vu régulièrement par les membres de l'infirmerie lors de leurs heures de présence sur le site du CPG : chaque jour de 6h00-8h30 et de 12h00-13h00 et de 19h00 à 21h30, ainsi que le mercredi de 16h00-18h00 (le cas échéant ensemble avec le médecin traitant).

Observation n° 4 : p. 50, § 37 « L'équipe de contrôle a eu connaissance qu'un règlement grand-ducal visant notamment à réglementer les quantités d'affaires personnelles qu'un détenu peut garder dans sa cellule serait en cours d'exécution.

Le Contrôleur externe ne s'oppose pas à une pareille réglementation valable pour les trois prisons, même si des différences de régime peuvent être appliquées, sous réserve de ne pas porter des restrictions disproportionnées aux droits des détenus. [...] »

Concernant cette recommandation, il est vrai qu'un règlement grand-ducal est en cours d'élaboration visant à réglementer les quantités d'affaires personnelles qu'un détenu peut garder dans sa cellule. Cette mesure permettra d'organiser des fouilles de la cellule dans de meilleures conditions qu'il est actuellement le cas.

Observation n° 5 : p. 55, § 49 « Même si une offre médicale est proposée aux détenus du CPG, nombreux sont ceux qui refusent suite aux obligations inhérentes à leur travail.

Le Contrôleur externe recommande d'offrir ces mêmes services à Givenich tout en tenant compte des limites engendrées par les obligations professionnelles des détenus du CPG. »

Dorénavant, le médecin traitant du CPG sensibilisera tous les détenus, y compris ceux travaillant en semi-liberté, sur l'offre médicale du CPG, tout en leur proposant une ordonnance médicale pour une analyse de sang permettant ainsi d'analyser leurs besoins éventuels en vaccination.

Les détenus travaillant en semi-liberté pourraient ainsi, sur base d'une prescription médicale, obtenir les vaccins en pharmacie et recevoir les vaccinations soit par un médecin travaillant le samedi soit par un médecin d'une maison médicale.

Observation n° 6 : p. 54, § 46 « Un examen médical d'entrée est effectué pour tout détenu au plus tard 24h après leur arrivée au CPL. Tous les détenus amenés au CPL disposent en outre d'un certificat récent d'aptitude à la détention établi par un médecin externe au centre pénitentiaire. »

Cette affirmation n'est que partiellement exacte, alors que suivant l'article 141 du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires, un examen préalable à l'admission est exigé uniquement si la personne présente des signes de désordre physique ou mental. Lorsque la personne concernée est reconnue inapte à la détention, elle est écrouée et transférée ensuite à l'hôpital de garde à Luxembourg.

Observation n° 7 : p. 64, § 68 « [...] En outre, le Contrôleur externe s'interroge sur le bien-fondé du refus de partage des résultats des tests de dépistage pour des raisons de secret médical (p.ex. au détriment des agents d'insertion) et demande aux représentants du programme TOX de confirmer qu'une exception peut du moins être faite quand il y a état de nécessité (p.ex. danger imminent). »

La direction de l'administration pénitentiaire ne peut qu'appuyer cette approche qui est conforme à l'article 24, paragraphe 4 de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire.

Observation n° 8 : p. 64, § 69 « [...] Contrairement au CPL, il existerait toujours un compte bloqué au CPG qui serait toutefois débloqué une fois que le détenu participe à Défi-Job.

Le Contrôleur externe demande à la direction du CPG de prendre position si ces allégations se révélaient vraies et indiquer les motifs à la base de cette procédure. »

Au CPG, à l'heure actuelle, le salaire des détenus, qui ne travaillent pas en semi-liberté, est attribué par moitié au compte disponible et par moitié au compte de réserve du détenu. Cette procédure se base sur l'article 306 du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires, toujours en vigueur et qui stipule que « *Le salaire de leur travail accordé aux condamnés astreints au travail est affecté par moitié à leur pécule disponible et par moitié à la constitution de leur pécule de réserve* ».

Les détenus travaillant sous le régime de la semi-liberté (comme par exemple auprès de Défi-Job a.s.b.l.), par contre, ne disposent que d'un seul compte, à savoir le compte disponible, sur lequel l'intégralité de leurs salaires est versée.

Dès le mise en application du nouveau règlement grand-ducal portant organisation des régimes internes des centres pénitentiaires, le CPG instaurera un seul compte individuel pour tous les détenus.

Observation n° 9 : p. 68, § 75 « L'équipe de contrôle a été informée de problèmes de compatibilité des mesures du PVI et des nombreux rendez-vous qui en découlent avec leurs obligations professionnelles au sein du CPG. [...]

Le Contrôleur externe demande à la direction du CPG de vérifier ces allégations et de prendre des contremesures dès que possible puisque 20 personnes profitent d'ores et déjà du PVI. »

En ce qui concerne cette recommandation, il y a lieu de noter que dans le passé, une réduction ou augmentation des paliers attribuées aux détenus fut toujours liée à la qualité du travail et à l'engagement du détenu en atelier.

Finalement, dans le futur, la décision sur la réduction ou augmentation du palier d'un détenu sera en outre basé sur l'engagement du détenu pendant les activités du PVI afin de promouvoir le respect de l'équivalence entre le travail en atelier et des mesures spécifiques du PVI.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le MJ pour toutes ces observations et précisions utiles. Il réitère l'urgence de finaliser les règlements grand-ducaux prévus par la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire.

Centre Hospitalier de Luxembourg

En date du 25 juin 2020, le CELPL a reçu la prise de position du Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL).

Prise de position du CHL : Recommandation 33: Programme Tatoosafe

Opter pour l'introduction d'une présence obligatoire d'un gardien pendant les sessions de tatouages au lieu d'un infirmier :

Le CHL est en accord avec cette proposition: Si l'accompagnement du soignant pour la formation du tatoueur, est important dans le cadre du programme Tatoosafe, la présence effective d'un soignant pendant le tatouage n'est certainement pas nécessaire.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL s'en félicite.

Prise de position du CHL : Recommandation 35 : Programme échange de seringue

Vérification de l'exactitude des déclarations faites par l'intéressé de sorte à éviter que les seringues ne soient détournées de leur fonction (p.ex. troc).

Les médecins soulignent que la « vérification des déclarations » passerait nécessairement par une recherche de toxiques, qui selon le moment du prélèvement ne serait de toute évidence pas nécessairement informative (risque de faux négatif).

De plus cette attitude créerait une perte de confiance et du même coup un risque de perte de sens du programme.

Commentaire du CELPL :

Le Contrôleur externe peut comprendre le raisonnement du CHL et reconnaît que la confiance est un élément essentiel dans le fonctionnement de ce programme. Il n'insiste dès lors pas sur la mise en œuvre de la recommandation, d'autant plus qu'aucun incident de troc ou d'arme ne soit connu. Si le personnel médical devait avoir des doutes quant à la démarche faite par le détenu, il lui revient de prendre les précautions nécessaires.

Prise de position du CHL : Recommandation 36 : Programme échange de seringue

Assurer la mise en place et le fonctionnement d'un programme d'échange de seringue au CPG.

Les médecins du CHL ne sont pas à l'heure actuelle impliqués dans la prise en charge médicale au CPG (assurée actuellement par des médecins généralistes).

Commentaire du CELPL :

Le CELPL est conscient que le CHL n'intervient actuellement pas dans la prise en charge médicale au CPG. Néanmoins, il est d'avis que ceci ne s'oppose pas à l'élaboration d'une convention pour la mise en place du programme d'échange de seringues au CPG pour lequel le CHL dispose d'une expérience et d'un savoir-faire indéniables.

Prise de position du CHL: Recommandation 37 : Test de dépistage rapide

Augmenter la fréquence de l'offre HIV day.

Le CHL est en accord avec cette proposition et va programmer une deuxième journée dans un premier temps.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL salue sincèrement les progrès en la matière.

Prise de position du CHL : Recommandation 38 : Campagne VIH

Rétablir dans les meilleurs délais l'état antérieur qui permettait d'organiser des consultations des représentants de la Croix Rouge à l'infirmerie et fournissait un cadre suffisamment protégé aux détenus intéressés, tout en offrant des conditions de travail adaptées

Le CHL est en accord avec cette proposition, la décision de modification des conditions d'accueil de la Croix Rouge ne paraît pas venir du personnel du CHL qui regrette cette excellente collaboration.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le CHL pour cette conclusion.

Prise de position du CHL : Recommandation 39 : Traitement de substitution aux opiacés

Assurer un contrôle de la prise effective des médicaments et du suivi au moment de la dispensation des médicaments.

Le CHNP manque de personnel, et le personnel du CHL aide actuellement à la dispensation.

Commentaire du CELPL :

Le Contrôleur externe remercie le CHL pour le soutien apporté à ses collègues, mais réitère une fois de plus qu'un manque de personnel ne pourra, d'un point de vue général, pas justifier des procédures défaillantes.

Prise de position du CHL : Recommandation 40 : Traitement de substitution aux opiacés

Faciliter la distribution de la méthadone par le biais d'un système de distribution informatisé de sorte à réduire la charge de travail de la pharmacie et des infirmiers et de réduire les sources d'erreur de distribution.

Le CHL est en accord avec cette proposition, mais recommande que la mise en place d'un tel système est nécessaire pour l'ensemble des médicaments.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL n'est pas en mesure de se prononcer sur la pertinence, ni la faisabilité d'une application générale de cette recommandation et laisse l'appréciation au CHL. Il souhaite être tenu informé des suites finalement réservées à cette recommandation.

Prise de position du CHL : Recommandation 41 : Traitement de substitution aux opiacés

Formaliser la communication entre les différents acteurs impliqués dans le traitement de substitution. Il doit être veillé à mettre en commun les informations indispensables à l'accomplissement des tâches respectives mais seulement de celles-ci.

Le CHL est en accord avec cette proposition et va travailler à un document et des modalités d'échange d'informations d'ordre médical essentielles pour l'administration pénitentiaire. En particulier des procédures vont être rédigées. Les médecins souhaitent disposer d'une meilleure visibilité des durées d'incarcération et des sorties prévues qui permettrait d'adapter les traitements et les planifications des traitements. Ce commentaire s'applique également à d'autres pathologies comme les maladies infectieuses ou chroniques.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL salue ces démarches et souhaite avoir communication des procédures dès leur finalisation.

Prise de position du CHL : Recommandation 42 : Maladies infectieuses

Formaliser la communication entre les différents acteurs impliqués dans le traitement des maladies infectieuses. Il doit être veillé à mettre en commun les informations indispensables à l'accomplissement des tâches respectives mais seulement de celles-ci.

Le CHL est en accord avec cette proposition et va travailler à un document et des modalités d'échange d'informations d'ordre médical essentielles pour l'administration pénitentiaire. Les médecins souhaitent disposer d'une meilleure visibilité des durées d'incarcération et des sorties prévues qui permettrait d'adapter les traitements et les planifications des traitements. Ce commentaire s'applique également à d'autres pathologies comme les maladies infectieuses ou chroniques.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL renouvelle ses félicitations et demande également dans ce contexte à être informé des procédures élaborées.

Prise de position du CHL : Recommandation 43 : Maladies Infectieuses

Supprimer la mention du Ministère de la Justice sur la fiche médicale, alors qu'elle n'est d'aucune utilité et ne fait que porter préjudice et créer une stigmatisation du patient concerné

Une nouvelle fiche médicale de sortie sera utilisée qui ne fera apparaître que les données médicales. Les médecins du CHL souhaitent également travailler sur un projet de consultation post sortie.

Commentaire du CELPL :

Le Contrôleur externe s'en félicite.

Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique

En date du 9 juillet 2020, le CELPL a reçu la prise de position du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP).

Dans le cadre de ce rapport, nous pouvons effectuer plusieurs remarques :

Prise de position du CHNP :

- Tout d'abord la remarque en page 30 sur le fait qu'il n'y ait pas d'étude récente sur les spécificités de l'usage de stupéfiants en milieu carcéral, cela ouvre donc la voie à tout un champ d'investigation qui pourrait être riche d'enseignements et permettrait de collecter des données fiables et chiffrées pour améliorer les prises en charge ;

Commentaire du CELPL :

Par conséquent, le Contrôleur externe encourage le CHNP à entrer en contact avec ses homologues et d'autres acteurs actifs dans le milieu carcéral (comme le CHL ou encore la DAP) afin d'évaluer la possibilité d'une telle étude.

Prise de position du CHNP :

- ensuite, pages 33, 34 et suivantes sur les drogues et médicaments détectés, il apparaît clairement qu'il existe très fréquemment des polyconsommations qui sont complexes à prendre en charge du fait des interactions entre les différents produits et médicaments et donc des risques inhérents à la santé. La plupart des toxicomanes pris en charge ont une polytoxicomanie, ce qui rend plus difficile leur prise en charge et le choix des traitements, sans oublier l'ensemble des substances qui ne sont pas détectées par les tests classiques. Il serait donc intéressant de développer des tests à la recherche de drogues synthétiques qui ont parfois des effets psychotropes très sévères. A ce sujet, il est important de faire une remarque sur les tests positifs à certains antidépresseurs qui sont en fait des faux positifs. Ces tests peuvent se positiver du fait de la prescription d'antipsychotiques ;

Commentaire du CELPL :

Le CELPL renvoie à son commentaire précédant et souligne que l'observation qu'il serait intéressant de développer des tests détectant des drogues synthétiques susceptibles d'avoir des effets psychotropes très sévères rejoint les recommandations faites par le CELPL notamment relatives à la problématique de consommation de *spice*, constatée principalement au CPG

Prise de position du CHNP :

- page 38, il est question de mettre en place un concept général de collectes de données. En effet, pouvoir utiliser des moyens conjoints et cohérents en termes de prévention, de prise en charge semble intéressant et pertinent. Néanmoins, il est nécessaire que cela se fasse en respectant le champ de compétence de chacun et le respect du secret professionnel ;

Commentaire du CELPL :

Le CELPL encourage le CHNP à entamer les démarches nécessaires. Les craintes énoncées doivent évidemment être palliées lors de la création d'un tel concept de manière à augmenter le taux d'acceptation d'un tel projet. Une certaine collaboration et concertation entre les services médicaux impliqués dans la prise en charge médicale des détenus serait cependant

souhaitable et réalisable sans que les compétences respectives des différents services ne soient remises en cause.

Prise de position du CHNP :

- concernant la prise en charge et les traitements de substitution aux opiacés (page 59 et suivantes), il existe des explications à la diminution de la prescription de la buprénorphine haut dosage et de son antidote (Suboxone*), liée en effet à un changement des modes de prescription de l'équipe soignante du SMPP. L'accès à ce traitement a été limité du fait de l'importance du mésusage qui en est fait, avec un traitement détourné de son usage. D'autre part, la forme « comprimé » rend la surveillance de l'observance beaucoup plus difficile et la prise peut échapper au contrôle du personnel soignant. C'est pourquoi, la prescription de méthadone en tant que TSO est privilégiée par les psychiatres du SMPP ; des aménagements de la dispensation de la méthadone sont également en cours d'élaboration avec la nécessité de bénéficier des ressources humaines qui permettent une distribution sécurisée. Des moyens humains ont donc été demandés afin que la distribution de méthadone puisse être effectuée par seulement l'équipe du SMPP, ce qui permet une meilleure cohérence entre la prescription et la distribution et une meilleure observation des patients ;

Commentaire du CELPL :

Le CELPL salue cette quête de cohérence et soutient la demande d'augmentation en ressources humaines.

Prise de position du CHNP :

- enfin, concernant le renforcement de la communication entre les différents intervenants et le partage d'informations, nous rejoignons que ce partage ne doit être que celui d'informations utiles et dans l'intérêt du patient avec son accord pour les transmettre. Il est nécessaire de définir un cadre clair à ce partage pour cibler quels types d'informations peuvent être échangées et à quel moment et surtout par quel interlocuteur afin que ces informations soient pertinentes, ciblées et utiles à une prise en charge pluridisciplinaire.

Commentaire du CELPL :

Le Contrôleur externe s'en félicite et demande aux responsables d'élaborer les procédures nécessaires

Ministère de la Santé

En date du 7 août 2020, le CELPL a reçu la prise de position du Ministère de la Santé (MS).

Prise de position du MS :

49. Etudier la possibilité d'instaurer une « wet clinic » qui pourrait permettre aux toxicomanes de consommer dans un lieu sécurisé semblable au concept de l'Abrigado, mais aussi offrir un suivi médical et thérapeutique aux personnes qui ne sont pas encore à même d'abandonner la consommation et de subir une sevrage, conditions généralement requises pour les autres thérapies. Une clarification terminologique nous semble utile ici au vu de la description peu détaillée de l'offre visée. Les « wet houses » et « wet clinics » ont initialement été créés afin que des personnes dépendantes à l'alcool, sans-abri, démunies et incapables de gérer leur consommation de quelque façon que ce soit, puissent consommer dans un environnement sécurisé et hygiénique et selon les cas avec une offre de prise en charge optionnelle et non contraignante. L'objectif premier de ces offres n'est pas d'accompagner les usagers sur le chemin de l'abstinence mais de garantir avant tout leur survie et leur sécurité, et celles des autres. La majorité des recherches y relatives portent d'ailleurs sur les économies en termes de dépenses sanitaires, d'ordre et de sécurité publics. Partant, il est permis de se demander si de tels établissements constituent la meilleure solution surtout pour des personnes usagères de drogues, sortant de prison où elles se sont souvent engagées dans un traitement de substitution ou une autre démarche à visée plus thérapeutique en cas d'usage d'opiacés par exemple. Les études dont nous avons connaissance ne sont pas concluantes à cet égard. Améliorer l'accessibilité aux options de sevrage et la meilleure préparation possible de la sortie de prison moyennant l'élaboration d'un projet de sortie bien en amont de l'élargissement, incluant idéalement les volets logement et emploi en collaboration avec services spécialisés en matière de drogues et d'addictions au cas où il s'agit d'usagers de drogues et éventuellement la désignation d'un référent pour accompagner les demandeurs du moins au début de leur sortie de prison paraissent être les réponses les plus prometteuses pour donner toutes les chances de réintégration aux personnes concernées en fonction de leurs situations respectives. Par ailleurs le Grand-Duché dispose à ce jour de deux centres d'accueil incluant des salles de consommation à moindres risques permettant l'inhalation et l'injection supervisées de drogues et offrant consultations médicales, assistance sociale, orientation et accompagnement dans des démarches diverses. L'offre de ces mêmes centres va dès lors bien au-delà de la simple mise à disposition d'un local hygiénique permettant un usage de drogues à moindres risques. Il s'agit en fin de compte d'une offre « wet » pour usagers de drogues sans qu'elles soient qualifiées de la sorte. Il est par ailleurs prévu, dans le cadre du nouveau plan d'action en matière de drogues et d'addictions associées 2020-2024, de compléter l'offre existante par le traitement de substitution au sein de ces mêmes structures bas-seuil. Le plan d'action prévoit également le développement de l'offre en matière de logement supervisée de type housing-first. Ces offres pourraient bénéficier aux personnes sortant de prison sans logement et qui ne sont pas disposées, capables ou prêtes à profiter d'offre de traitement ou de pris en charge à plus haut-seuil. Elles nous semblent pertinentes également parce qu'elles permettent aux bénéficiaires d'avoir une adresse de référence, de profiter d'un encadrement modulable et ne les obligent pas à se retrouver d'office avec d'autres usagers de drogues et être confrontées aux corollaires afférents en termes d'offres de drogues et de délinquance. Partant, c'est l'ensemble de ces offres et leur complémentarité ainsi que leurs seuils de contraintes différenciés qui nous semblent constituer à l'heure actuelle la réponse la plus adéquate face à une population à besoins variés et multiples.

Commentaire du CELPL :

En premier lieu, le Contrôleur externe doute fortement que les usagers de drogues soient souvent engagés dans un traitement de substitution ou une autre contre mesure à caractère thérapeutique en sortant de prison. Partant, il est évident qu'un lieu sécurisé est une alternative plus viable que « la rue ».

En deuxième lieu, le CELPL rejoint évidemment le MS dans ses conclusions quant à l'importance d'une transition fluide de la sortie de prison à la réinsertion à l'aide de référents, centres d'accueil, logements et autres. Dès lors, il souhaite être tenu au courant de l'avancée dudit plan d'action.

Prise de position du MS :

50. Etudier les possibilités en vue d'une implémentation par défaut de l'assurance maladie au bénéfice des détenus après leur élargissement, ainsi qu'une couverture de leurs descendants le cas échéant. Il s'agit ici d'un aspect qui est également débattu depuis un certain temps et de façon générale pour les usagers de drogues vivant dans la précarité, en situation de sortie de prison ou non. Toutefois, cette question tombe en premier lieu sous les compétences du ministère de la Sécurité sociale et ne connaît à notre connaissance pas de réponse définitive à ce jour.

Commentaire du CELPL :

Le Contrôleur externe souhaite être tenu au courant des développements en la matière.

Prise de position du MS :

48. Implémenter une procédure assurant une visite médicale obligatoire pour des raisons de prévention de santé publique avant la sortie et combiner cette visite avec la remise d'un « kit overdose » incluant du naloxone le cas échéant. Bien que le ministère de la Santé ne figure pas parmi les ministères concernés par cette recommandation dans le rapport visé, nous aimerions souligner que si la fourniture d'un « kit de surdose » peut s'avérer pertinente pour certains usagers et sous certaines conditions, l'administration de naloxone est uniquement indiquée pour certaines situations de surdosage d'opioïdes (antagoniste opioïde). Sachant que la consommation de cocaïne est largement répandue et en hausse parmi les usagers de drogues à haut risque, cette précision nous paraît importante. En toute état de cause, les bénéficiaires et les intervenants devraient recevoir, le cas échéant, une information et une formation relatives à l'utilisation de la naloxone et aux comportements à adopter après son administration.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL partage la vue du Ministère de la Santé, le remercie pour les clarifications fournies et le prie d'excuser son oubli de le mentionner comme destinataire de la présente recommandation.

Administration des douanes et accises

En date du 12 juin 2020, le CELPL a reçu la prise de position de l'Administration des douanes et accises (ADA).

Prise de position de l'ADA:

Prenant référence à votre lettre du 9 juin 2020 relatif à l'objet retenu sous rubrique et particulièrement à votre demande de vous faire tenir l'avis de l'Administration des douanes et accises (ADA), j'ai l'honneur de vous informer que mon Administration n'a pas d'observations spécifiques à formuler. Il m'importe cependant de souligner que j'ai répondu positivement à la demande de l'Administration pénitentiaire de lui faire bénéficier, dans toute la mesure du possible, dans son entreprise de constituer une équipe de maître chiens du savoir-faire et des expertises du service spécialisé « Inspection Antidrogues et Produits Sensibles, brigade de recherches et cynotechnique » de l'ADA.

Commentaire du CELPL :

Le CELPL s'en félicite.

Références

Morvan P. (2019). *Criminologie* (3e édition). LexisNexis.

Wermink H.T., Blokland A.A.J., Nieuwebeerta P., Nagin D. & Tollenaar N. (2010). Comparing the effects of community service and short-term imprisonment on recidivism: A matched samples approach. *Journal of Experimental Criminology*, 6, 325–349.

World Prison Brief. (2020). *World Prison Brief Data*.
<https://www.prisonstudies.org/country/luxembourg>